

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL

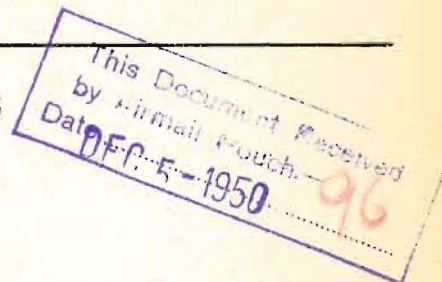


Distr.
GÉNÉRALE
E/CN.12/178
5 juin 1950
FRANÇAIS
ORIGINAL: ESPAGNOL*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

Troisième session

Montevideo, Uruguay



DISCOURS PRONONCÉ PAR M. GUSTAVO MARTINEZ
CABANAS, SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DE LA COMMISS-
SION, A L'OUVERTURE DE LA TROISIÈME SESSION,
LE 5 JUIN 1950.

La Commission économique pour l'Amérique latine ouvre aujourd'hui sa troisième session, sous le signe de la noble et généreuse hospitalité uruguayenne. Il est de mon devoir de présenter à cette assemblée, qui est l'expression de la pensée économique latino-américaine les travaux du Secrétariat de la Commission, que j'ai l'honneur de diriger. J'espère, comme sans doute nous tous ici, qu'en présence de la situation révélée par ces travaux, les débats qui auront lieu permettront de donner au Secrétariat les directives dont il a besoin pour parfaire ses tâches futures. J'espère aussi que ces débats permettront de jeter les fondements d'une politique de progrès économique pour l'Amérique latine.

Le peu de temps qui s'est écoulé entre la session de La Havane et celle-ci, a néanmoins permis au Secrétariat de diriger ses efforts dans le sens que le Conseil économique et social a confirmé par son approbation du rapport annuel qui lui fut soumis l'an passé.

* Ce document a été reproduit à New York d'après l'original publié à Montevideo.

Devant l'ampleur et la variété des problèmes qu'il doit envisager, le Secrétariat n'a pu faire mieux que de poser la première pierre de la grande oeuvre dont l'exécution demandera des années.

La raison d'être de cette Commission repose sur le fait que le Conseil économique et social dont l'éminent président nous honore de sa présence, ainsi que d'autres illustres personnalités, a compris que l'harmonie du monde doit reposer sur la bonne intelligence entre les différentes régions, dont la nécessité n'est que plus évidentes quand il s'agit d'étudier et de résoudre en commun les problèmes économiques posés par la communauté internationale.

Malgré la diversité de sol et de climats et la variété des problèmes, on ne saurait nier que l'Amérique latine constitue l'une des régions les plus unies du monde. La communauté de culture et d'idéal, la conscience de la fraternité, des traditions de même source, une évolution historique semblable et enfin, des problèmes qui malgré leur variété ont des causes et des effets semblables, sont les piliers sur lesquels repose cette unité. L'Amérique latine offre, en somme, des possibilités sans borne à la collaboration internationale.

Dans le domaine économique, les études que j'ai l'honneur de vous soumettre font justement ressortir l'existence de ces problèmes communs, dont la solution exigera sans doute de communs efforts.

La pénurie de devises, la préoccupation -j'oserai dire l'inéluctable nécessité - de l'industrialisation, le besoin, non

moins évident, de développer l'agriculture -qui est encore le fondement essentiel de l'économie latino-américaine,- et d'augmenter la production de denrées alimentaires, le devoir impératif d'élever le niveau de vie de la population, la recherche de marchés pour nos produits et, enfin, la nécessité d'atteindre ces buts dans l'harmonie des échanges mondiaux, voilà les problèmes dont les délégations des gouvernements ici représentés ont mieux conscience lorsqu'il s'agit de leurs propres pays. Ce sont là les problèmes que ces délégations auront à examiner au cours de cette session et dont elles auront à rechercher la solution commune, puisque l'effet en est ressenti en commun. Elles encourageront de la sorte la collaboration internationale et pourront tirer de leur expérience les règles susceptibles de donner au Secrétariat les directives dont il a absolument besoin pour ses travaux futurs.

En écoutant les brillants orateurs qui m'ont précédé à cette tribune, en me souvenant aussi des discours prononcés aux précédentes sessions de la Commission, j'ai été saisi encore une fois par l'unité de desseins et la largeur de vues qui président à l'examen de tous les problèmes concrets, dont jamais on n'oublie ni l'interdépendance ni la corrélation. Ce fait explique la part si active que les pays de notre continent ont prise dans les organisations internationales et, en particulier, dans les Nations Unies, l'organisme mondial par excellence, dont cette Commission n'est que le prolongement, régional par ses attributions et universelle par ses origines et son esprit.

De même que les pays européens se groupent autour de la Commis-

sion économique pour l'Europe, et que les pays d'Asie se groupent autour de la Commission pour l'Asie et l'Extrême Orient, les pays de l'Amérique latine se réunissent ici pour examiner les problèmes qui leur sont propres. Les décisions de la Commission, ainsi que celles des autres commissions, seront examinées par le Conseil économique et social et l'Assemblée générale des Nations Unies, dans le cadre universel qui symbolise l'idéal de notre temps et l'espoir de notre civilisation.

Le programme des travaux que j'ai l'honneur de vous présenter montre notre intention de suivre les directives reçues des Etats Membres, et, en même temps, indique que nous avons tenu compte des aspirations régionales et universelles de cette partie du monde. Quoique parmi les études qui sont soumises à votre examen, il en est dont la portée soit régionale, telle l'Etude économique de l'Amérique latine, 1949", analyse des causes de nos périodes de prospérité, et de nos dépressions, ces études dépassent cependant les limites de nos pays, dans la mesure où les problèmes auxquels nous avons à faire face ont leur origine au sein même de l'économie mondiale.

Par suite de la nature de certaines autres questions, les travaux qui s'y rapportent dépassent le cadre de notre continent, telles les études sur le commerce international, sur l'immigration et sur les investissements de capitaux étrangers.

D'autres travaux, encore, traitent de questions particulières, telles les études sur le crédit agricole en Amérique centrale. Dans presque tous ces travaux, la Commission a pu compter sur l'aide efficace prêtée par des institutions spécialisées des

Nations Unies et, aussi, sur la collaboration du Conseil inter-américain économique et social.

Je sou mets ces études à votre examen, pleinement conscient de leurs défauts et sincèrement convaincu de ce que votre critique constructive nous permettra de faire progresser un peu plus chaque fois nos recherches sur les phénomènes qui constituent la réalité profonde de l'économie latino-américaine.

En rendant hommage, au nom du Secrétariat, au Gouvernement de l'Uruguay, je ne puis qu'exprimer combien je suis heureux que vous ayez choisi la noble ville de Montevideo pour y établir le siège de cette session.

C'est ainsi que nous nous trouvons réunis dans une atmosphère de liberté et de démocratie, d'élévation de pensée et de collaboration humaine.

Les traditions historiques de l'Uruguay nous offrent donc l'ambiance nécessaire à l'application efficace de nos efforts d'étude, de progrès et de paix.